

RENCONTRES

Venez rencontrer et partager, découvrir et vous impliquer !

**HABITER ET VIVRE LE
CENTRE-BRETAGNE
AUJOURD'HUI ET DEMAIN**

**18 et 19 octobre
2025**

MELLIONNEC, PLOËRDUT, LE FAOUËT

**S
Y
N
T
H
È
S
E**



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN



Rappel des intentions

HABITER ET VIVRE LE CENTRE-BRETAGNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Le **centre de la Bretagne** regorge de **richesses vivantes**, avec un foisonnement de manières de vivre et d'initiatives grâce à une diversité de **lieux** et de **collectifs** très actifs, ainsi que des familles ou des individus qui ont choisi ce pays. L'ensemble du territoire en est constellé, attirant de plus en plus de personnes chaque année.

L'**An III du Post-urbain** en juin 2024 à Ploërdut sur les **Joies de l'autonomie et de ses communs** avait proposé de réunir certaines de ces initiatives pour donner à voir la vigueur de telles expériences et de tels engagements déjà souvent en liens. Deux grandes questions transversales en étaient alors ressorties :

Comment, face à l'image parfois négative et à l'hostilité de certaines localités, ne pas reproduire un isolement plus ou moins choisi ?
Comment s'ancrer légitimement dans le territoire par l'utilité (particulièrement mises en avant l'action sociale, l'alimentation, l'occupation de l'espace public) ?

Comment, à cette fin, **partager une géographie commune, celle des communs nourriciers, à des échelles de terroirs, de pays géographiques** voire de biorégions, et ce en se constituant en collectif de collectifs, ralliant bien d'autres habitants afin de mener des actions défendant d'autres devenir territoriaux que ceux en construction au sein des institutions locales ?

Le thème alors proposé cette année était **Habiter et vivre le Centre-Bretagne aujourd'hui et demain**.

L'évènement s'est déroulé les **18 et 19 octobre** à **Mellionnec, Ploërdut** et au **Faouët**. Il souhaitait réunir plus amplement tous les habitants intéressés, inscrits dans ce foisonnement depuis le centre-Bretagne et ses différents pays.

Habiter n'est pas simplement résider, même si la question du logement est aujourd'hui grandement posée (et qu'il nous faut de toute évidence la traiter : des logements vacants à l'habitat léger, des règles d'urbanisme aux filières artisanales de rénovation).

Habiter englobe tous les espaces bâtis et plus largement encore toute notre géographie, donc aussi les activités économiques et les productions énergétiques, les mobilités et la santé, la culture et les festivités...

Il s'agit d'appartenance à une communauté, donc de connivence et de confiance avec son espace de vie et son environnement, pour peu que chacune et chacun puisse s'y relier et y participer. C'est l'objet premier de ces Rencontres.

Questions et objectifs

HABITER ET VIVRE LE CENTRE-BRETAGNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Les grandes questions traitées et objectifs visés étaient :

Quels sont les **grands enjeux de l'habiter aujourd'hui en centre-Bretagne**, en matière de **logements** et de **bâti**, en termes d'**emplois** et d'**écologie** ?

Comment améliorer la vie de celles et ceux qui y vivent déjà et qu'est-ce que cela implique dès maintenant comme choix pour continuer à **habiter dignement** le centre-Bretagne dans quelques années ?

Jusqu'à quel point le territoire est-il propice à l'**autonomie** et comment s'organiser pour **accueillir** ainsi plus largement ?

Comment se situer vis-à-vis des différents projets officiels qui se développent **localement** ?

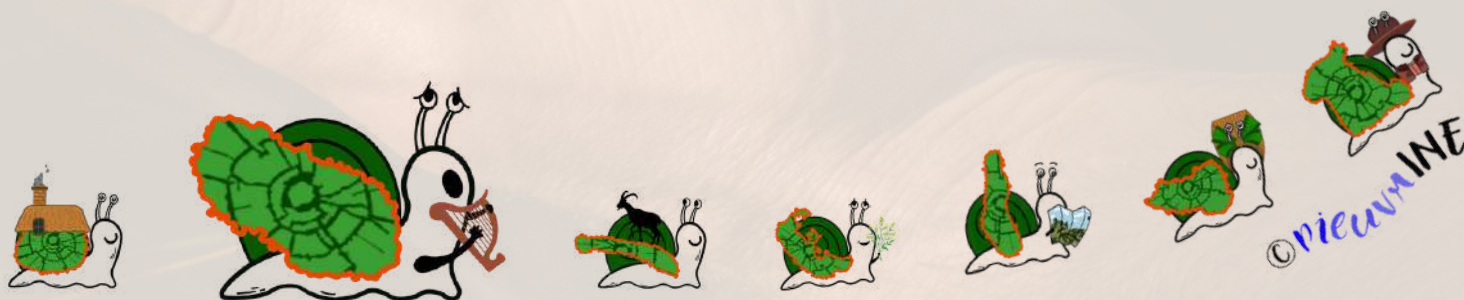
Concrètement, le but de ces Rencontres était de :

- Inviter le **plus grand nombre d'habitants**
- Réunir toutes les **initiatives intéressées**
- Partager toutes et tous ensemble un **moment agréable**.

Tout ceci pour nourrir collectivement :

- Un **appel aux Habitantes et habitants du centre Bretagne** afin de mettre en débat le devenir de la campagne bretonne
- Un **programme citoyen d'actions** vis-à-vis des grandes évolutions annoncées et de certains projets industriels et/ou d'équipements et/ou d'aménagement souvent d'un autre temps
- L'**organisation de moments** visant à sensibiliser à la mise en pratique de l'autonomie par les savoir-faire existants et réseaux d'ores et déjà présents
- La **création d'un groupe de rencontres locales** et trimestrielles sur les devenirs des ruralités bretonnes et des formes d'habiter

... Et ainsi **nourrir les choix afférents à la vie de nos territoires**.



Synthèse détaillée

HABITER ET VIVRE LE CENTRE-BRETAGNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Samedi 18 octobre

AUBERGE À LA BELLE ÉTOILE, MELLIONNEC

ENSEIGNEMENTS DU PREMIER TOUR DE PAROLE : LE DÉSIR D'ÊTRE AUTONOME PAR L'ENTRAIDE LOCALE

Après les grandes questions et objectifs rappelés, la première demi-journée, animée par Nicolas du Grand Manger, a débuté par un **tour de parole** sur la manière dont chacune et chacun envisageait le thème et les intentions de ces Rencontres. C'était également l'occasion d'une présentation succincte des trajectoires et parcours individuels et collectifs, des lieux habités, de leur ancienneté et des motivations y ayant concouru.

Quarante personnes ont pris la parole. Elles venaient de **20 communes différentes** (allant jusqu'à plus de 40 kms des lieux des Rencontres, et même de Rennes pour 5 d'entre eux), et sont **installé-es pour moitié depuis plus de 10 ans dans le cœur de la Bretagne** et ses pourtours, ¼ de 5 à 10 ans et un dernier quart depuis moins de 5 ans.

Plus d'un tiers a **quitté une grande ville** (et notamment quatre personnes un quartier populaire) pour venir habiter et vivre en centre-Bretagne, sachant que 3 venaient du sud de la France pour des raisons climatiques.

Il ressort des deux heures d'échanges que :

Si **autonomie** et **sobriété** sont deux grands objectifs partagés des personnes plus ou moins durablement installées (ou de celles venues pour observer), les personnes arrivées ces

dernières années s'inscrivent beaucoup plus dans un **débranchement des grandes densités**, et ce dans un environnement social et naturel jugé a priori propice.

Mais, plusieurs difficultés ont rapidement été relayées, et la **question économique** est bien apparue comme première, avec ici quelques **privilèges pointés de néos** et un **individualisme** ressenti comme pouvant contraindre beaucoup les **projets d'installation/reconversion** (qui ne cherchent pas nécessairement à bénéficier d'aides sociales et subventions).

Dès lors, si la **volonté de s'impliquer est elle-aussi largement partagée** (5 collectifs représentés, dans le domaine de l'accueil et de l'habitat léger, mais aussi de l'énergie), ce type de moments est jugé essentiel parce que bienveillant et chaleureux pour apprendre à se connaître et recevoir les avis et envies, émotions et énergies

Entre colères (sur l'usage des terres notamment) et difficultés face à un monde encore traversé du **sentiment de propriété et de régime équipementier** (entre centre Bretagne particulièrement), les **économies alternatives comme les projets culturels et éducatifs sont jugés essentiels** (pour les **capacités d'accueil** et l'installation de nouvelles activités principalement).

Samedi 18 octobre

Et cela passe par le surcroît d'**entraide** et de **coopération** (chantiers participatifs, groupes du dimanche) et l'amplification des **liens de solidarité pour l'autonomie** (« être autonome c'est aussi savoir demander de l'aide »), ce qui passe par des **espaces** (physiques et numériques) afin de poser, se déposer, s'accueillir, des espaces d'empathie et de synergie, simultanément.

TABLE RONDE 1 : ENJEUX DE LA BIFURCATION ET DE L'INSTALLATION RURALE

Partant des **trajectoires, motivations et expériences de la bifurcation**, cette table-ronde a mis en lumière les enjeux posés par les projets d'autonomie et les **conditions** pour **s'installer, composer et s'inscrire durablement** au sein des localités.



La **bifurcation** a premièrement été présentée comme une réponse à une quête de sens, entraînée principalement par les **bouleversements écologiques** annoncés et l'envie de **rompre avec le productivisme urbain** dont nous nous sommes rendus **dépendants**.

Laure Noualhat et **Perrine Bulgheroni** ont ainsi ici insisté sur l'importance de privilégier la **mise en mouvement et l'action** à l'intellectualisation du processus et de trouver le **projet adapté** à chacun-e selon ses aspirations et habiletés. Se sentir à sa place et **incarner** les projets initiés sont apparus comme essentiels pour surmonter les difficultés rencontrées et affronter des **réalités parfois fantasmées**.

Rendre durables les projets d'autonomie ne peut donc s'envisager sans **lien avec l'espace** dans lequel ils s'inscrivent.

Après avoir rappelé que l'**autonomie est incontestablement collective** (sans nécessairement être communautaire), c'est bien la **complémentarité** entre chaque élément qui s'avère primordiale pour assurer la pérennité des projets.

En prise avec une **pensée écosystémique**, il s'agit de penser les **rencontres, interactions, interconnexions et dialogues** entre chaque écosystème ainsi créé.

Dès lors, l'une des conditions de réussite consiste à **ne pas s'isoler en entretenant les liens à l'autre** et en recréant **solidarités et interdépendances** à l'échelle du **milieu écologique** et de son espace. Ici, repenser les modes d'organisation du travail, notamment dans les projets d'agriculture, est dès lors envisagé comme déterminant pour engager la transition.

Enfin, les intervenant·es se sont saisies de la **posture à adopter**. **Samuel Lewis** a ici particulièrement insisté sur la nécessaire **humilité** de la démarche, aussi bien vis-à-vis des autres que dans son propre rapport au vivant et à la terre. Sans toujours désapprendre ce qui a participé à nous construire, il s'agit surtout d'apprendre de nouvelles choses et d'accepter le **temps long** que cela requiert pour éveiller un **nouveau regard** et une **nouvelle écoute**. Pour cela, revenir au temps et à la **vitesse de la main** permet d'entretenir un **rapport plus juste à la terre** et de se défaire de la puissance surestimée et démesurée des machines : « la terre n'est pas là pour que l'on puisse exprimer son ego ».

TABLE RONDE 2 : ENJEUX POLITIQUES DE L'AUTONOMIE PAR ET DANS LES RURALITÉS

Juliette Duquesne et **Guillaume Faburel** s'accordent à dire que le **lien entre les États et le capitalisme** doit être exposé pour comprendre à quel point **nos institutions nous rendent dépendant·e-s** à un **système thermo-industriel destructeur du vivant**.

« L'État est né dans une perspective industrielle et massifiée du monde. L'État s'est construit en arrachant quelques profits, en se construisant comme État social mais cela repose sur l'abondance. Or, cette abondance n'existe plus. ».

Il ne serait donc **pas possible de changer les choses de l'intérieur des institutions** puisqu'elles sont fondamentalement construites dans une **perspective massifiée, spécialisée**, a minima **centralisée**, qui n'est plus compatible avec **l'écologie de proximité** (seule pouvant recréer de la familiarité).

Les changements environnementaux exigent que l'on se pose la question de notre **subsistance** et de nos **dépendances**.

La **subsistance** ne pourra s'organiser que **collectivement, en dehors des métropoles**, à l'échelle **locale**, autour de **petites communautés qui prennent soin du vivant**, qui **choisissent leurs dépendances** et qui ne **marchandisent plus leur quotidien**, sur le modèle de ce qui se fait au **Chiapas** au Mexique mais aussi en France, dans des communautés comme **Longo Maï**.

Les **coopératives Long Maï**, notamment à côté de Forcalquier, durent depuis 50 ans et sont parvenues à essaimer. Elles développent un **habiter autonome**.

Dans ce registre, Juliette Duquesne précise que, par exemple « *pour eux c'était logique que ce soit eux et pas la commune qui mettent en place ces réseaux* ».

La communauté a aussi **gagné en autonomie** grâce notamment à la filière du mouton. Mais, **elle ne fait pas complètement sans l'État**, puisque certaines bénéficient de la CMU. Cependant, **il s'agit bien de s'organiser sans l'autorité de l'État**, c'est-à-dire sans l'impulsion première ni en dépendre, **en restant à distance pour refaire communauté**.



Samedi 18 octobre

L'exemple qui va le plus loin dans cette quête d'autonomie est les **Zapatistes du Chiapas** au Mexique, qui sont plus 100 000 à s'organiser en **petites communautés** pour s'opposer à un État-nation raciste et colonisateur.

Ils sont autonomes en matière **alimentaire**, ont leurs **propres institutions**, leur **propre système de justice et d'éducation**, ce qui leur permet d'entretenir un rapport de forces avec l'État mexicain.

Le Chiapas apparaît comme une véritable **écologie politique de défense** de la forêt et des peuples autochtones. Ces communautés ne sont donc **pas déterritorialisées** mais bien **ancrées** dans des régions, écologiquement prêtes à faire face à ces changements. Ce sont des **communautés qui offrent des ressources et des savoirs autonomisant**, souvent développés par des **cultures régionalistes autonomistes**.

SOIRÉE CHEZ MARIE THÉ

La journée s'est achevée à la brasserie chez **Marie Thé** à Ploërdut, par une **Projection-débat du documentaire Reprendre la terre** (qui présente magnifiquement l'expérience de formation et le projet d'installation en centre Bretagne de **Romane, Solenn et Aleksandra**), en présence de **Cédric L'Hermitte** (qui a pu les accueillir dans leurs parcours d'apprentissage), puis un repas partagé (et une boom improvisée), le tout par le bel accueil et la convivialité habituelle de **Samy** !

Dimanche 19 octobre

LE GRAND MANGER, LE FAOUËT

ATELIER-DÉBAT MOUVANT : LES IMAGINAIRES URBAINS DE L'HABITER FACE À L'AUTONOMIE DES VIES EN CENTRE-BRETAGNE

Ewa Chuecos et **Fanny Ehl** (Mouvement post-urbain) ont proposé d'élaborer une **frise de l'autonomie**, à partir des expériences sensibles de chacun·e des participant·es, réparties selon deux grands cadres : **matériel** et **politique**, eux-mêmes subdivisés en thèmes divers (**alimentation, énergie, logement** d'un côté et **autonomie, autogestion et implication politique** de l'autre).

Plusieurs points saillants sont ressortis du positionnement sur la frise en fonction de points extrêmes et médians.

Mais, avant même cela, une **carte mouvante** a permis d'établir qu'aucun·e des participant·es n'était natif·ve de la région ou installé·e depuis plus de dix ans, mais néanmoins une volonté affirmée de s'y inscrire sur le temps long (« *on se voit bien y rester dix ans de plus* »). La **volonté d'ancrage**, du désir de « **rester là** », a été posée comme **clé d'entrée de l'autonomie**.

La question de l'**autonomie alimentaire** a révélé plusieurs idées forces :

La nécessité de **posséder** (ou de **partager**) un terrain comme **condition première de sa propre subsistance** ; cultiver, échanger (la question du **troc** des productions a été abordée « des pommes contre des légumes ») comme **horizon subsistant et solidaire**.

Dimanche 19 octobre

La condition de l'**habiter rural pour faire subsistance** puisque la ville, trop minérale, n'offre que **très peu d'espaces** pour cultiver (malgré la présence, de plus en plus effacée néanmoins, de jardins ouvriers au sein des villes).



Plus largement, la ville implique des **rapports contrariés au vivant** (un Rennais évoque d'ailleurs la nécessité, pour trouver des espaces, de nature de sortir de la ville, malgré les parcs urbains à proximité).

Demeurent quelques étonnements quant à la **dépendance**, pour les producteurs locaux, des **marchés urbains** pour écouler leurs productions. La présence d'**épiceries solidaires essentiellement urbaines** a également été soulignée.

La question du **logement** et de l'**habitat** a suscité quelques attentions : la **vacance du logement**, la nécessité de réinventer des modes d'habiter plus sobres dans les ruralités (la question de l'**habitat léger et mobile**, de l'**habitat réversible** et de sa difficile mise en place et/ou **légalisation** a longuement été abordée).

Une large réflexion sur le **nomadisme** (et sa pénibilité selon l'âge) et sur l'**habitat digne** (évocation d'habitats modulables pour personnes sans-domicile-fixe) a été engagée.

La question de l'**énergie** a quant à elle suscité plusieurs débats :

D'abord celui de la **sobriété** et du **confort** (de quoi avons-nous besoin, de quoi sommes-nous prêts à nous passer ?).

Puis celui de l'**énergie utilisée** : si la majorité des participant·es se chauffaient au bois, la question de l'électricité et des panneaux photovoltaïques a divisé (d'où viennent-ils ? comment les recycler ?).

A nouveau, la question de l'**habiter rural comme condition du choix de ses dépendances énergétiques** a été soulignée (à la différence du chauffage collectif en ville, sans réelle prise sur sa consommation ou l'énergie utilisée).

Enfin, en termes d'**autonomie politique**, les divers partages ont révélé quelques points clés.

Dimanche 19 octobre

Premièrement, sur le plan politique, les participant-es ont insisté sur la nécessité de **composer avec les institutions**, en tous cas les plus locales (municipalités), dans un **rapport contrarié mais incontournable**, notamment pour les habitats alternatifs.

Les témoignages ont aussi révélé la **précarité politique et administrative** des modes de vie nomades, rendant difficile l'accès aux droits.

Plus largement, les **modes de vie alternatifs** (habitat léger, école à la maison...) semblent souvent en prise avec les institutions, entre désir de **reconnaissance** et **relégation**.

Enfin, si la participation à la vie politique des participant-es semble davantage s'exprimer de **manière locale**, elle est ancrée dans des **dispositifs de démocratie directe** (listes citoyennes par exemple) en rejet de la vie politique nationale (ex : vote).

Cette frise de l'autonomie a révélé de **grandes disparités** dans les expériences de l'autonomie des participant-es, ce en fonction de leurs trajectoires mais aussi et **surtout de leurs lieux de vie** (métropole, ville moyenne, communes rurales).

ATELIER-PROJECTION : LE CENTRE-BRETAGNE ET PLUS PRÉCISÉMENT LE PAYS POURLET, PEUT-IL ÊTRE AUTONOME (ET FAIRE BIORÉGION) ?

Raphaël Lhomme et **Noémie Chaillan** (Mouvement Post-Urbain) ont proposé d'imaginer ce que serait un « **passport biorégional** », appliqué au **Pays Pourlet**.

Abordant plusieurs thématiques (**milieux écologiques de vie, cultures locales, fonctionnement politique, métiers et savoir-faire...**), ce document impliquait, pour chacune et chacun, de se projeter dans un monde organisé à l'échelle biorégionale et ainsi (se) redéfinir ses **appartenances** aux **espaces de vie**, à son **lieu habité**.

Après un premier tour de table permettant à chacun-e de présenter le Pays Pourlet selon ses propres expériences et affects, un premier **exercice d'autoportrait** a été réalisé. Celui-ci supposait de se représenter dans un monde biorégional, impliquant d'imaginer les **transformations** (environnementales, esthétiques, culturelles, sensibles...) induites par cette **réorganisation**.

Il en est premièrement ressorti que :

L'imaginaire biorégional est imprégné par des **représentations de nature**. Le **vivant**, particulièrement **non-humain**, est constitutif des **interactions** et **liens (re)créés** dans son **habiter**.

Par la suite, à l'aide de documents et supports cartographiques, les réflexions et échanges ont poursuivi sur les éléments relatifs aux **milieux écologiques de vie** et l'**organisation politique** d'une biorégion.

Dimanche 19 octobre

Les **métiers privilégiés** concernent principalement la production/vente **artisanale** et/ou **maraîchère** ainsi que **l'accueil** et **l'hébergement** (auberge).

La place accordée aux **pratiques artistiques** a particulièrement été débattue, en réinterrogeant alors en arrière plan les **rapports des individus à l'utilité, à la productivité**. À ce titre, certain-es participant-es ont notamment rappelé que les **cultures locales et traditionnelles ne séparaient pas l'activité productive de la création artistique** (chants et danses lors des récoltes agricoles...).

Le fonctionnement politique biorégional pourrait emprunter au **modèle fédéral ou confédéral**, en assurant la représentation de chacun-e par des **référent-es** dont le **mandat est exercé par roulement**. L'implication politique et démocratique occuperait une part signifiante du quotidien pour traiter les **questions collectives relatives à la localité**. Des **instances de discussion** et de **gestion** pourraient être organisées pour traiter les questions dépassant la seule échelle de la biorégion ou propres à des situations considérées comme exceptionnelles.



Les **frontières administratives actuelles**, qu'elles concernent les collectivités territoriales ou les patrimoines naturels et paysagers (Parcs nationaux et Parcs naturels régionaux, régions forestières nationales...), **ne correspondent ni aux milieux vécus ni aux écosystèmes identifiés**. La **redéfinition des limites** est alors apparue comme essentielle pour envisager de **nouveaux habiter... écologiques**.

ENGAGEMENTS : SE RASSEMBLER POUR S'ENTRAIDER ET REPRENDRE LA MAIN SUR UN DEVENIR COMMUN

L'après-midi des Rencontres a été consacré à l'**exploration des formes d'engagement possibles depuis le centre-Bretagne**.

Trois initiatives ont structuré les échanges : un **Appel Habitants et Habitantes du centre-Bretagne**, la création d'une **base de données partagée sur les expériences d'autonomie**, à destination des nouveaux arrivants, et la **création d'un Groupe de Rencontres rurales post-urbaines** via l'association Demain sur la terre.

Le premier temps, autour d'un Appel habitant reçu de manière anonyme quelques temps avant les Rencontres, a ouvert un débat, animé par Anne-Françoise et Marie, sur la **nécessité d'une mobilisation collective face aux projets jugés destructeurs du territoire** (mines, éoliennes, agri-voltaïsme, projets routiers...).

Dimanche 19 octobre

Si le ton du texte a pu paraître radical, la majorité des participant·es ont souligné que la colère exprimée traduisait une lucidité et une **volonté d'agir**. L'appel est apparu pertinent pour le centre-Bretagne, mais aussi **transférable à d'autres territoires ruraux** confrontés à des problématiques similaires.

Les discussions ont insisté sur la valeur d'un « **appel des consciences** », davantage que d'une **injonction militante**, afin de **lutter contre la désinformation** et de sensibiliser plus largement.

La question des **modes de diffusion (anonymes, décentralisés, alternatifs** aux médias traditionnels) a suscité un fort intérêt, tout comme l'idée de coopérer avec des **médias indépendants** et **citoyens** pour renforcer l'efficacité des démarches.

En conclusion, la diffusion de l'Appel, par **tracts** et **collages** anonymes, a été envisagée comme **geste citoyen et collectif** en vue d'une large **interpellation** quant aux effets sur les campagnes de tous les **projets industriels et très urbains**, notamment à l'approche des échéances électorales.

Le second échange, autour de la narration d'**expériences de l'autonomie** (relatées par **Alexis Robert**), a mis en évidence, grâce à l'animation de Mike, la **fragilité des installations néo-rurales** : un tiers des nouveaux arrivants repartirait après quelques années, faute de liens solides et de savoir-faire adaptés.

L'initiative d'une **base de données** et d'une **plate-forme d'échanges** recensant et partageant les pratiques locales d'autonomie vise à combler ce manque, en **valorisant les rencontres**, les **apprentissages** et l'**humilité** nécessaires à une véritable intégration par l'accueil et l'entraide.

Le témoignage d'Alexis Robert, à partir de son expérience au domaine de la Guette, a illustré **l'importance du dialogue**, de la **reconnaissance mutuelle** et de **l'ouverture** aux autres (élus comme voisin·es) pour ancrer durablement un projet dans le territoire, et plus encore **bâtir des collectifs** les mieux à même de répondre aux enjeux sociaux, écologiques, culturels et politiques qui posent dorénavant le devenir des ruralités à horizon de quelques années.



Dimanche 19 octobre

Enfin, la présentation faite par Océan de l'**association Demain sur la terre** qu'elle a créée et qui participe du Mouvement post-urbain, a permis d'ouvrir une perspective autrement structurante : **créer un cadre collectif et régulier**, avec un **lieu** et une programmation dédiée, pour prolonger les discussions attenantes au post-urbain et aux ruralités par des moments de **projections**, d'ateliers et de **débats** sur des sujets majeurs tels que l'habitat léger, l'éducation ou le rapport citoyen aux institutions.

Chacun des trois engagements, auxquels est depuis venue se rajouter comme initialement annoncé une action de **prospecte participative Pays Pourlet 2050**, seront engagées dès les Rencontres terminées.



WWW.POST-URBAIN.ORG



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN

